



Communiqué de presse de la CGT

Déclaration de la CGT sur le 1er tour des élections départementales

Les résultats issus du premier tour des élections départementales dans notre pays ouvrent une nouvelle étape dans l'ancrage politique du Front national. Un parti qui s'appuie sur des conceptions xénophobes, racistes, antisémites et encourage l'exclusion sociale des plus fragiles se retrouve présent au deuxième tour dans la moitié des cantons, et arrive en tête dans 322 d'entre eux.

Cette situation inédite au niveau local révèle d'abord l'absence de réponse politique du gouvernement aux besoins sociaux, notamment en matière de salaires, de pensions, d'emplois et d'accès aux services publics. Le vote des citoyens a sanctionné une politique qui a tourné le dos au monde du travail et aux engagements qui avaient été pris.

Le Front national se présente comme un recours pour mettre en œuvre une politique sociale. Cela relève de l'imposture. En effet, partout où ce parti est en situation de gestion des municipalités, il prend des mesures brutales pour réduire les dépenses sociales, supprimer des subventions aux associations, rompre avec l'égalité des droits d'accès aux aides sociales, remettre en cause l'accès de tous les enfants aux cantines scolaires. En fait, une fois aux affaires, le Front national conduit la politique d'austérité qu'il prétend combattre.

On peut d'ores et déjà imaginer comment pourrait se traduire une telle orientation au niveau d'un département aux compétences prioritaires en matière d'action sociale et d'autonomie des personnes. C'est le monde du travail et notamment les plus fragiles qui serait visé.

La CGT appelle les salariés, les retraités, les privés d'emploi et plus largement le monde du travail à faire barrage par leur vote aux candidats d'extrême-droite.

La CGT appelle les salariés, les retraités, les privés d'emploi à s'inscrire dans la mobilisation nationale interprofessionnelle de grèves et d'actions du 9 avril, et à manifester à Paris en faveur de l'emploi, des salaires, de la retraite, des conditions de travail, de la formation, de la protection sociale et des services publics.

La meilleure réponse aux risques que représentent les idées d'extrême droite portées par le Front national et d'autres, c'est de prendre en compte les revendications du monde du travail dans les politiques économiques et sociales, de s'appuyer sur la démocratie sociale pour favoriser l'emploi et la citoyenneté au travail.

Montreuil, le 24 mars 2015